Le « Biopouvoir » : détournement des puissances vitales ou invention de la vie ?

L'économie politique, le pain et le peuple au XVIII^e siècle

Arnault Skornicki

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/labyrinthe/1034>

DOI : 10.4000/labyrinthe.1034

ISSN : 1950-6031

Éditeur

Hermann

Édition imprimée

Date de publication : 1 novembre 2005

Pagination : 55-65

Référence électronique

Arnault Skornicki, « Le « Biopouvoir » : détournement des puissances vitales ou invention de la vie ? », *Labyrinthe* [En ligne], 22 | 2005 (3), mis en ligne le 22 juillet 2008, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/labyrinthe/1034> ; DOI : 10.4000/labyrinthe.1034

LE « BIOPOUVOIR » : détournement des puissances vitales ou invention de la vie ?

L'économie politique, le pain et le peuple au XVIII^e siècle

Arnault SKORNICKI
askornicki@yahoo.fr

Dirigée à l'origine contre l'hypothèse répressive, la notion de *biopouvoir* a récemment servi d'appui à « la réaffirmation d'un enracinement vitaliste de la politique¹ », en particulier autour des travaux d'Antonio Negri et Michael Hardt. Le problème que ceux-ci se posent dans *Empire* est le suivant : où trouver un point de résistance dans le corps social si celui-ci est investi par le « biopouvoir » au point d'épouser son mouvement vital ? Leur solution consiste à déceler un élément d'extériorité au biopouvoir au cœur même de la vie qui l'investit, l'assainit, l'intensifie et la majore. Et c'est précisément en actualisant ses ressources et virtualités que le biopouvoir donne à la vie les armes nécessaires à son émancipation, comme si la vie devait en passer par le biopouvoir pour accéder à un plein régime de subjectivité. Le biopouvoir, dans cette optique, révèle de l'extérieur le dynamisme productif immanent des puissances vitales en procédant à leur exploitation et leur détournement.

Il s'agit dès lors de libérer ce qu'il a produit, de retourner ce détournement, de renverser ce pouvoir *sur* la vie en une puissance *de* la vie, afin de retrouver les conditions d'une vie pleinement développée. En effet, dire que le pouvoir investit la vie, c'est supposer que la dite « vie » ait quelque existence, et recèle un potentiel d'intensification que le biopouvoir, au moins, a le mérite de révéler. Negri et Hardt ne reprennent donc pas à leur compte *telle quelle* l'hypothèse répressive selon laquelle le pouvoir moderne censure, interdit et réprime la liberté et le désir. Non, le pouvoir est moins ce qui empêche que ce qui produit, et la

1. Jacques Rancière « Biopolitique ou politique ? », *Multitudes*, n° 1, mars 2000, p. 90.

vie n'est pas simplement la victime de sa répression. Mais si le pouvoir irrite, suscite, accroît la puissance vitale, cela présuppose l'existence de ce à partir de quoi le pouvoir s'exerce. Telle serait la limite de la déconstruction généalogique et de son historicisme.

Dans *La volonté de savoir*, Foucault répond par avance à cette interprétation : que le pouvoir produise le sexe plutôt qu'il ne le réprime, cela présuppose moins la réalité du sexe comme point d'appui du pouvoir que l'occultation de la réalité des corps vivants et de la sexualité par ce « point imaginaire » qu'est le sexe. Parlant des mouvements de résistance au biopouvoir, il écrit : « Les forces qui résistent ont pris appui sur cela même qu'il investit » (VS, « Tel », p. 190), à savoir « la vie, entendue comme besoins fondamentaux, essence concrète de l'homme, accomplissement de ses virtualités, plénitude du possible » (*idem*, p. 191). Negri et Hardt ne préconisent-ils pas ce même genre de retournement tactique contre le dispositif biopolitique, mais à l'intérieur et non hors de celui-ci ? Il s'agit d'« utiliser la biopolitique contre le biopouvoir² », la puissance de la multitude contre le pouvoir qui l'a intensifiée et exploitée. Ici semble se rejouer un scénario freudo-marxiste, où la vie et le travail productif tiendraient la même rôle que la *libido*.

En proposant de libérer les puissances vitales de ce qui les exploite, Negri et Hardt ne restent-ils pas pris dans les rets d'une norme historiquement construite de la vitalité ? L'horizon ontologique du « biopolitique » n'est-il pas historiquement constitué par le « biopouvoir » ? L'approfondissement des analyses foucaaldiennes consacrées à l'économie politique du XVIII^e siècle, tenue dans *STP* et *NB* pour le terrain d'émergence privilégié de la rationalité biopolitique, doit révéler dans quelle mesure le nouveau discours vitaliste d'émancipation relève encore – à certains égards – de cette rationalisation gouvernementale maximisatrice qu'ils prétendent déconstruire, de cette utopie d'une socialisation immanente et optimale de la population par l'intensification du bien-être. Ou, comme dit Jacques Rancière, « comment une certaine idée de la "politique de la vie" repose sur la méconnaissance de la manière dont le pouvoir s'exerce sur la vie et sur ses "libérations"³ ».

2. Antonio Negri, *Vacarme*, automne 2000, n° 13, p. 12.

3. Jacques Rancière, *idem*.

Le peuple, le roi et le pain : l'économie de police comme pouvoir souverain sur la vie

On peut bien considérer que le pouvoir a toujours investi la vie et les corps, qu'il ne leur a jamais été extérieur : ainsi la *souveraineté* s'exerce sur des sujets vivants sommés d'obéir aux *lois*, la *discipline* et la police, sur des corps tenus de se plier aux *règles*. Ces formes de pouvoir entrent bien dans l'histoire de la vie, la « bio-histoire ». La spécificité du biopouvoir tient à ce qu'il cible les processus vitaux en eux-mêmes (santé, hygiène, production et reproduction...), et non plus incidemment, marginalement, ou extérieurement. Les fouilles archéologiques foucaaldiennes font remonter la provenance du biopouvoir au moment de l'inscription du pouvoir pastoral dans le dispositif de souveraineté (compris comme droit de vie et de mort sur les sujets) au XVI^e siècle (*STP*, p. 233-236) ; c'est-à-dire, à la naissance de la *gouvernementalité* dont la « police » fut la première rationalisation (*STP*, p. 319-336). L'âge de la *police* se caractérise par l'effort pour perpétuer le cycle de la vie, assurer sa *reproduction simple* – avec un petit supplément de confort dans une économie de subsistances.

L'auteur du *Traité de la police* rappelle que « vie » signifiait aussi nourriture, les « subsistances » qui nous maintiennent en état, « [...] l'amas nécessaire de toutes ces choses pendant le cours de l'année, que les Grecs nommaient élégamment, *Bios*, la vie, et les Romains, *Annona* ; ils voulaient sans doute par là faire entendre que c'est ce secours annuel qui nous soutient toute notre vie, puisqu'elle n'est en effet qu'une suite et une révolution perpétuelle d'années⁴. »

La police économique a donc pour objet de garantir la bonne santé et la productivité des sujets, d'assurer les conditions d'augmentation de la population et des richesses du royaume afin de garantir l'ordre public et d'irriguer la puissance de l'État monarchique. Et cette police est déjà une biopolitique : en faisant « du bonheur des hommes l'utilité de l'État » (*STP*, p. 334), la police réoriente l'exercice de la souveraineté, qui penchait du côté de la mort, vers la perpétuation de la vie, et la reconfi-

4. Nicolas Delamare, *Traité de la police*, Paris, Jean et Pierre Cot, 1705-1728, t. 2, p. 649. Voir également l'article « Vie » d'Antoine Furetière, *Dictionnaire universel...*, La Haye, Arnout et Reinier Leers, 1690 : « Aliments nécessaires pour entretenir cette durée ». Nous avons modernisé l'orthographe des textes classiques.

gure comme *pouvoir souverain sur la vie*. À cet égard, le point nodal de cette gouvernementalité reste le « pacte de subsistance », que Foucault ne mentionne pas explicitement, sorte de *clause biopolitique du pacte de souveraineté* qui scelle l'alliance entre la monarchie et le peuple. Alliance entre un roi paternel et nourricier suprême exerçant son pouvoir pastoral sur un peuple toujours menacé d'une crise de subsistances, pour asseoir sa souveraineté et l'ordre social⁵. L'économie de police s'est faite la théoricienne de cette alliance : pour prévenir les insurrections populaires elle recommandait au roi d'assumer le rôle qu'attendait de lui le peuple, à savoir celui de premier boulanger du royaume. L'État certes ne nourrit pas le peuple (hors cas de grave crise frumentaire), mais il fait en sorte qu'il soit nourri, et fait le choix de la *réglementation* qui doit assurer une distribution en temps voulu et à un prix abordable, parant à la cupidité des commerçants monopoleurs⁶. Aussi la *police des grains* se situe-t-elle au croisement du disciplinaire et du biopolitique : le blé, qui pourvoit aux besoins essentiels de l'écrasante majorité du peuple de France, n'est pas une marchandise comme une autre, ni destinée à compléter ou augmenter le plaisir ; c'est une question de vie ou de mort, qui relève éminemment de la souveraineté politique. Le point de vue de l'administration et de la police apparaît ici proche de celui de l'économie morale du peuple, tous d'accord sur ce « [...] grand principe qu'on entend tous les jours de la bouche même des petites gens qui n'entendent point dans nos spéculations, et qui vivent de leur travail ou de leurs entreprises : *il faut que tout le monde vive* », écrit Richard Cantillon⁷, soucieux de marquer tout l'écart épistémologique entre la hauteur de vue de l'économiste-savant d'une part et l'ignorance ou la myopie du peuple et de l'administration de l'autre⁸.

5. « Un bon Pasteur donne sa *vie* pour son troupeau. [...] Le Roy a droit de *vie* et de mort sur ses sujets », écrit Furetière, *idem*. « Où connaît-on mieux le bon pasteur qu'à la graisse et à la belle laine de son troupeau ? Que le but du prince soit la conservation de son peuple ! », s'exclame Antoine de Montchrestien, *Traicté de l'économie politique*, Paris, E. Plon, 1899 (1615), p. 269. Foucault, lui, cite Fleury : « Prince est père : nourrir ses enfants, chercher les moyens de procurer au peuple nourriture, vêtement, logement, chauffage » (dans *STP*, p. 331). ➔ Voir l'encadré dans l'article d'E. Taïeb. ◀

6. Nicolas Delamare, *op. cit.*, p. 649-50. Sur le rapport pacte de subsistance/police, voir l'ouvrage essentiel de Steven L. Kaplan, *Le Pain, le roi et le peuple. Les batailles du libéralisme sous Louis XV*, Paris, Perrin, 1986 (1976), chap. 1.

7. *Essai sur la nature du commerce en général* (1755), Paris, Ined, 1997, p. 63.

8. Voir Philippe Steiner, *Sociologie de la connaissance économique. Essai sur les rationalisations de la connaissance économique (1750-1850)*, Paris, Puf, p. 71-72.

La vie saisie par l'économie politique et le renouveau du biopouvoir

Le développement de l'économie politique des Lumières s'apparente à un processus endogène de transformation et de raffermissement de la raison d'État, et non une limitation externe de celle-ci. L'économie politique, en effet, s'inscrit dans la continuité de l'effort biopolitique de la monarchie française pour réguler la population du royaume, son nombre et sa santé, manifeste avec la nouvelle prévalence du Contrôle général des finances dans le dispositif gouvernemental et l'institutionnalisation croissante de la médecine et de la chirurgie. Alors que la vieille souveraineté échouait à coordonner de manière centralisée et artificielle l'indénombrable multiplicité des intérêts, la science économique balbutiante fait de ceux-ci, entendus comme libre poursuite du bien-être vital, le nouveau vecteur du lien social travaillant de l'intérieur le corps politique à son intensification et sa stabilisation, le législateur informé se contentant de stimuler et d'inciter.

Alors que Foucault se focalise sur les physiocrates, il est juste de signaler que c'est le groupe *de Gournay* qui, le premier, mit au goût du jour politique et mondain l'économie politique et le « laisser-faire, laisser-passer ». Pleinement ancré dans les ambitions d'État, le « commerce politique » de l'administrateur Vincent de Gournay se propose d'accroître économiquement la puissance du royaume par la liberté du commerce et la stimulation des activités productives, dans un contexte de lutte pour le maintien de l'hégémonie de la France sur le continent et de rupture de l'équilibre européen par l'Angleterre. L'analyse reste cependant centrée sur la circulation des richesses et l'accroissement de la population, plus que sur la production agricole même. La puissance d'un État se mesure à la taille de sa population, « signe certain qui nous apprend l'état de santé du corps politique », écrit un proche de Gournay⁹. Et Abeille, qui retient longuement l'attention de Foucault dans sa brillante analyse de la police des grains (*STP*, p. 31-50), reste le membre du collectif Gournay le plus proche des physiocrates sur le plan théorique. Mais d'ores et déjà libéralisme et biopolitique apparaissent coextensifs, chacun exprimant un

9. Louis-Joseph Plumard de Dangeul, *Remarques sur les avantages et les désavantages de la France et de la Grande-Bretagne par rapport au commerce et aux autres sources de la puissance des États*, 1754, Leyde, 2^e éd., p. 270.

rapport d'immanence du pouvoir à son objet, et faisant de la liberté concurrentielle des individus (*i.e.* la poursuite raisonnée d'avantages matériels) le levier même de son déploiement.

C'est avec la « Science nouvelle » des physiocrates que l'économie politique se saisit pleinement de la vie. La vive querelle autour de la liberté du commerce des grains cristallisa la problématique de la gouvernamentalité biopolitique dans la décennie 1760 et les « batailles du libéralisme sous Louis XV », les physiocrates se situant à l'avant-poste de la polémique¹⁰.

Physiocratie

Littéralement « gouvernement de la nature », tenue pour la première école systématique de science économique en France, elle ne s'y limita pas et prétendit au statut de « science morale et politique » complète. Avec Quesnay (1694-1774) en tête, la « Secte » comptait six membres actifs (Baudeau, Dupont de Nemours, Le Mercier de la Rivière, Le Trosne, Mirabeau père), plus encore de sympathisants, et connut un vaste succès mondain et savant dans les années 1760-1770 – en même temps qu'elle suscitait de vives oppositions. Leur abondante production éditoriale se vouait à la diffusion de la doctrine de l'inventeur du *Tableau économique*, sa représentation globale du circuit économique, son libre-échangeisme inconditionnel, sa curieuse thèse de la productivité exclusive de l'agriculture, sa double défense paradoxale de la liberté d'expression et du « despotisme légal ».

L'« agrocentrisme » des physiocrates, en effet, consiste à faire de la Terre et de la jouissance de ses fruits – c'est-à-dire de l'agriculture tenue pour l'*unique* activité créatrice de richesses – le fondement de l'ordre

10. Bouclant la boucle, Foucault après avoir passé le plus clair de l'année 1977-1978 à parler d'autre chose et d'autres époques affirme : « Au fond je n'ai rien fait d'autre depuis plusieurs mois qu'essayer de vous commenter ces textes sur les grains et la disette, c'est toujours d'eux qu'il était question à travers un certain nombre de détours. » (*STP*, p. 349).

économique et social, plutôt que le commerce et la circulation, l'objectif étant moins d'accroître la quantité de monnaie dans le royaume (mercantilisme) que de maximiser le bien-être général. Contre le « système des commerçants » et au nom du peuple, mais en opposition au point de vue limité de ce dernier, Quesnay démonte le pacte de subsistance, qu'il analyse comme une immémoriale superstition populaire entravant la bonne marche de l'ordre naturel et la majoration de la production¹¹. Le libéralisme s'oppose à l'économie morale de la foule, laquelle réclame un droit à la vie par ignorance de son véritable intérêt, alors que la vie n'est pas un *droit à garantir*, mais un *ordre naturel à rétablir*. Tout le secret du législateur et souverain est d'inciter les individus à se conformer à cet ordre physique optimal de jouissance, par le biais d'une libre poursuite de son intérêt. Telle est la vie moderne, saisie par l'économie politique : chez Hobbes, le droit naturel exprimait la tendance des hommes à conserver leur vie (circulation du sang) par tous les moyens, et donc négativement à échapper à la mort – le souverain Léviathan étant institué pour rendre effectif ce droit naturel par sa limitation ; dans le dispositif de la police des grains et du pacte de subsistance il s'agissait d'assurer le bien-être élémentaire des sujets pour garantir la paix sociale et la stabilité de l'État. Mais, avec les physiocrates, l'état civil, loin de limiter le droit naturel et le désir des individus, le porte à son optimum, en garantissant la *propriété* qui doit être conçue moins comme un *titre juridique* que comme une *capacité à jouir* de ses possessions – « le droit que l'homme a aux choses propres de sa jouissance », écrit Quesnay¹². Du principe du minimum de conservation au principe de maximum de jouissance, *l'économie politique est l'ultime science du droit naturel*.

Le traitement physiocratique de l'objet population a cela de singulier qu'il rompt avec l'objectif populationniste (augmenter le nombre d'hommes dans le royaume pour lever de grandes armées, pour lever de grands impôts). Avec Quesnay et ses disciples, il y a saut de la quantité à la qualité, visée d'optimum productif, majoration de la vie et même

11. Il dénonce la police des grains comme un fâcheux héritage romain, propre à susciter la révolte dans le peuple (voir Georges Weulersse, *Manuscrits économiques de François Quesnay et du marquis de Mirabeau*, New York, Burt Franklin, 1910, p. 107).

12. « Droit naturel » (1765), dans *Physiocratie*, Paris, GF, 1991, p. 69. Voir Guillaume-François Trosne, *De l'ordre social*, Paris, Frères Debure, 1777, p. 290.

– dimension hédoniste que Foucault tait tout en livrant des éléments pour la saisir – une « économie politique de la jouissance¹³ ». Opérant une double redéfinition de la politique comme *réduction* du peuple (dont il faut plier la volonté) à la population (qu’il convient de manipuler comme entité naturelle)¹⁴ et comme *intensification* du bien-être vital, les physiocrates re-qualifient biopolitiquement la société¹⁵, et font de la population, ce « personnage politique absolument nouveau » (STP, p. 61, et déjà dans VS, « Tel », p. 35-37), « le seul objet du gouvernement économique et politique : car toutes les connaissances économiques, politiques et morales, et les devoirs des Souverains, ne doivent tendre qu’à la multiplication et à la conservation du genre humain¹⁶. » Mais ce qui doit être visé n’est pas le nombre des hommes, mais la qualité de leur satisfaction, dans la mesure où une population à la vitalité épanouie constitue le vrai fondement de la puissance de l’État. La polémologie elle-même est revue à cette aune : « Que l’on soit moins attentif à l’augmentation de la population qu’à l’accroissement des revenus¹⁷ », puisqu’« une armée de cent mille hommes bien payés est une armée d’un million d’hommes¹⁸ ». *C’est donc l’intensité du bien-être de la population qui doit être travaillée, non sa quantité* ; et cette intensité est proportionnée aux revenus des individus, lesquels permettent d’accroître leurs possessions. Foucault, à nouveau bon lecteur des physiocrates, explique que pour eux la population constitue une valeur relative, un nombre optimum souhaitable sur un territoire donné, relativement aux ressources, travail et consommation pour soutenir les prix et l’économie (STP, p. 348-354). Reste dès lors à agir en elle en se conformant aux lois de composition des intérêts qui la règlent, en canalisant ses désirs sans les contraindre. Les hommes, êtres naturels guidés par le principe de plaisir, c’est-à-dire le *désir* « contre lequel on ne peut rien » (STP, p. 74), iront nécessaire-

13. Catherine Larrère, *L’Invention de l’économie au XVIII^e siècle*, Paris, Puf, 1992.

14. Sur l’opposition peuple/population, ► voir l’article de D. Cohen ◄.

15. « la Société n’est qu’un moyen, et son objet est la Subsistance », Victor R. Mirabeau & François Quesnay, *Philosophie rurale, ou économie générale et politique de l’agriculture*, La Haye, Libraires Associés, 1763, p. 1.

16. *Idem*, p. 153.

17. François Quesnay, « Extraits des Économies Royales de M. de Sully » (1759), dans *Physiocratie*, *op. cit.*, p. 123.

18. *Idem*, p. 125.

Le « biopouvoir »

ment là où ils peuvent faire du profit¹⁹. Or, si on laisse jouer ce désir, dans une certaine limite, « il produira au total l'intérêt général de la population. » (*STP*, p. 75²⁰). À cet égard, le paradigme du « doux commerce » ne se réduit pas à un éloge des vertus pacificatrices des échanges commerciaux, mais prit aussi la forme d'une apologie de l'*apaisante jouissance* que procure la Terre et ses fruits²¹. Le *biopouvoir* désigne donc ce mode de socialisation des individus « de l'intérieur », par le désir, la concurrence et le *laissez-faire*, et ultimement, le rêve d'une communauté d'intérêts autorégulée grâce à quelques mécanismes de sécurité et de diffusion de la science économique à travers tout le corps social.

Dans la contre-histoire hégélienne de Foucault, le biopouvoir renvoie à ce nouveau grand bond en avant de la rationalisation des technologies politiques, dans laquelle les phénomènes vitaux furent sommés de s'ajuster au principe utilitariste et sensualiste du maximum, au nom de la liberté et d'une conception intense de la vie – au point qu'un physiocrate requalifie le *conatus* spinoziste: « chaque homme tend perpétuellement vers son meilleur état possible²². » Biopouvoir et biopolitique (qu'oppose Negri, mais jamais Foucault) n'apparaissent donc pas comme deux termes hétérogènes qui viendraient s'affronter et s'homogénéiser dans l'arène dialectique, et la vieille économie politique « préclassique » n'était pas déjà sans se proposer de délivrer la puissance vitale des individus avec comme effet escompté une « auto-organisation » de la population. La « vie », en ce sens, n'est qu'un nom – non pas les phénomènes vitaux dans leur multiplicité que le pouvoir rencontre et informe de multiples manières (et cette rencontre Foucault l'appelle « bio-histoire »), mais cette vie dont le biopouvoir a reconfiguré la définition. Certes, Negri et Hardt sont bien loin du slogan physiocratique « Propriété, Liberté, Sûreté », et leur post-modernisme de la production immatérielle post-fordiste ne se compare pas avec l'archaïque agrocentrisme de la « Secte ». Mais leur apologie des forces productives élargies aux activités immaté-

19. François Quesnay, « Hommes » (1757), dans *François Quesnay et la Physiocratie*, Paris, Ined, 1958, p. 537.

20. Le marquis de Mirabeau soutient ainsi, en des termes très proches de ceux d'Adam Smith, que « c'est ainsi que chacun travaille et vit pour le public, en croyant vivre et travailler pour soi ; ce qui est le vrai point de la prospérité. » (Victor R. Mirabeau & François Quesnay, *op. cit.*, p. 87.)

21. « Le moyen de retenir et de tranquilliser les hommes, c'est de leur faire trouver le bien-être », *idem*.

22. Pierre-Paul Le Mercier de la Rivière, *L'Ordre naturel et essentiel des sociétés politiques*, Paris, Fayard, p. 46.

rielles, leur vitalisme de la production, n'est-ce pas tout l'horizon biopolitique moderne qu'ils ne font que délivrer des limites de la Terre, du Capital et de la Propriété ? La physiocratie est bien une pensée d'État, au service de sa puissance, alors que Negri et Hardt se veulent contre l'État ; mais ne sont-ils pas pris dans cette pensée d'État particulière, cette science ultime du droit naturel qu'est l'économie politique et son grand fantasme d'un social rendu à lui-même, autorégulé en liberté, qui conjugue ordre maximal et contrainte minimale ? Un tel communisme vitaliste ressemble à s'y méprendre à une « nouvelle société » telle que l'État libéral en rêve, c'est-à-dire un social sans politique, sans conflit, résolue dans l'unité fusionnelle de la Multitude, et dont la garantie ultime serait le Revenu Universel Garanti, gage biopolitique de la flexibilité des citoyens²³.

Et si Foucault, dans la foulée de *La volonté de savoir* et des cours sur le libéralisme et le néolibéralisme, finit par rejoindre les Grecs et les Romains, c'est peut-être précisément pour échapper aux injonctions libératoires faites au nom de la « vie », afin d'approcher un mode de constitution de soi historiquement bien antérieur à la naissance du biopouvoir, porteur d'autres rapports au corps qui se proposent moins de libérer le désir pour parvenir à une pleine individualité, que de construire des plaisirs pour se constituer un soi – une subjectivation. Comme le suggère Jacques Rancière, individuation n'est pas subjectivation : la première consiste à retourner les assignations du biopouvoir contre lui-même, en développant ses virtualités et sa puissance « d'être naturel » ; la seconde entend contester la naturalité même de la place que l'on m'a assignée comme individu et à tenter de construire une autre *gouvernementalité*. Si le biopouvoir combine bien individualisation et massification, c'est par l'intérêt privé, c'est par ce point nodal de concupiscence qui permet d'articuler individus et population, en opérant une socialisation immédiate des uns dans l'autre. Prétendre retourner la puissance vitale des individus contre le biopouvoir qui l'exploite, c'est ratifier certains présupposés anthropologiques de la rationalité biopolitique, qui font de l'homme un être de désirs et d'intérêts, et céder à l'idéal d'une émanci-

23. « La multitude est auto-organisation politique », Michael Hardt et Antonio Negri, *Empire*, Paris, Exils, p. 493. Sur le salaire social comme revenu garanti universel et politique de la multitude, *idem*, p. 482-485. Sur l'impôt négatif comme dispositif de sécurité accordé aux perdants du marché concurrentiel libre, voir *NB*, p. 208-212.

Le « biopouvoir »

pation ultime et finale quand la liberté se conquiert et se construit par des luttes partielles et indéfinies. Et si la vie n'est pas pure invention, peut-être la critique radicale que Foucault fait des discours de libération doit-elle être lue sous le signe d'un *vitalisme alternatif* dont il esquisse la figure sous les traits d'une esthétique de l'existence, celle-ci étant moins à libérer, qu'à inventer²⁴.

24. Voir Gilles Deleuze, *Pourparlers*, Paris, éditions de Minuit, 1990, p. 125. ➤ Voir l'article de D. Sardinha. ◀